

Unité départementale de Seine-Saint-Denis  
7 esplanade Jean Moulin  
BP189  
93003 Bobigny

Bobigny, le 03/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SDCB SUD**

9-15 AVENUE DES ROSES  
93170 Bagnole

Références : \_  
Code AIOT : 0006506356

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2024 dans l'établissement SDCB SUD implanté 9-15 AVENUE DES ROSES 93170 Bagnole. L'inspection a été annoncée le 04/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action régionale sur le contrôle des équipements sous pression (ESP).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SDCB SUD
- 9-15 AVENUE DES ROSES 93170 Bagnole
- Code AIOT : 0006506356
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SDCB exploite une chaufferie (2 chaudières gaz et 2 chaudières biomasse) destinée à la production d'eau chaude pour le réseau de chaleur de la ville de Bagnole.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 2024
- Équipement sous pression

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Sans objet
2	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Sans objet
4	Vérification des échéances de la requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	Sans objet
5	Analyse du compte rendu de requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	Sans objet
6	Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2	Sans objet
7	Contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a présenté ou transmis l'ensemble des documents demandés et justifié du suivi des ESP : des non-conformités ont été relevées par les organismes de contrôle (bureau de contrôle ou organisme habilité) mais ont été levées.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Contrôle de la liste des appareils à pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des appareils à pression
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a mis en place un suivi des ESP sous format numérique avec plusieurs dossiers et listes mais ne disposait pas lors de la visite de liste des ESP selon le format réglementaire.</p> <p>Les ESP présentent sur le site sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-un récipient d'air de 2000 l (PS 16 bars) ref exploitant G188907 situé au sous-sol, dit ballon d'air comprimé,</li> <li>-4 récipients d'air de 150 l (PS 11 bars) réf n°40819, 40821, 40822, 40823 installés en rez-de chaussée et connexes aux chaudières biomasse 9 et 10 (2 par chaudière), dits bonbonnes de décolmatage,</li> <li>-dans son courrier électronique du 4 mars 2024, l'exploitant mentionnait également 2 bonbonnes sur centrales hydrauliques (une par chaudière).</li> </ul>

Par courrier électronique du 13 mai 2024, l'exploitant a transmis sa liste des ESP avec les informations prévues par l'arrêté ministériel (suite à une erreur sur une date, une version corrigée a été retransmise le 28 mai 2024) .  
Les 2 bonbonnes sont indiquées comme accumulateurs à vessie (azote) avec un volume de 200 l et une pression PS de 330 bars.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle documentaire – Inspection périodique

### **Prescription contrôlée :**

I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.

La période maximale est fixée au maximum à :

- 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;

- 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;

Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,

Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.

### **Constats :**

Le contrôle a porté sur le ballon et les bonbonnes de décolmatage. Pour ces équipements, les fréquences d'inspections périodiques sont de 1 fois tous les 4 ans (PS de 16 bars et PS\*V de 32 000 pour le ballon d'air comprimé et PS de 11 bars et PS\*V de 1 650 pour les bonbonnes).

Pour les bonbonnes, l'exploitant présente 4 rapports de contrôle Bureau Veritas du 11 juillet 2022 (mise en service en 2015), sans observations. Par ailleurs, les 3 bonbonnes n° 40819, 40821 et 40823 ont fait l'objet d'une requalification du 13 mars 2024.

Pour le ballon, l'exploitant présente un rapport de contrôle Bureau Veritas du 11 juillet 2022 (mise en service en 2007) qui concluait à des non-conformités (absence de DMS et absence de poinçonnage de la dernière requalification) et un nouveau rapport de contrôle Socotec du 26 mars 2024 (intervention du 13 mars 2024), sans observation. L'exploitant indique que Socotec a procédé avec l'accord de l'APAVE au poinçonnage de la dernière requalification pour lever la non-conformité sur ce point.

Concernant les déclarations de mise en service, l'exploitant a transmis à l'inspection 2 déclarations de mise en service du 17 et du 11 juillet 2023 (respectivement pour le ballon et pour

les 4 bonbonnes). Toutefois ces dates ne correspondent pas aux dates réelles de mises en service qui ont servi de base aux contrôles périodiques et aux requalifications.  
 Le ballon (année de fabrication en 2007) a été mis en service et contrôlé le 20 décembre 2007 par l'APAVE d'après le registre de suivi papier présenté par l'exploitant.  
 Les bonbonnes (année de fabrication 2013) ont été mises en service en 2015 avec les chaudières biomasse. L'exploitant dispose d'une déclaration de conformité de la société Vyncke du 23 décembre 2015 qui atteste de la conformité des équipements sous pression.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Analyse du compte rendu d'inspection périodique

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle documentaire – Inspection périodique

#### **Prescription contrôlée :**

I. - L'inspection périodique est réalisée :

- pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ;

- pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition.

II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.

III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.

Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.

L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.

Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.

#### **Constats :**

Pour le ballon, l'exploitant dispose du rapport de contrôle Bureau Véritas du 11 juillet 2022 qui concluait à des non-conformités et du rapport de contrôle Socotec du 26 mars 2024 (intervention du 13 mars 2023), sans observation. Le rapport Socotec levait les non-conformités sur la DMS (l'exploitant a réalisé une déclaration de mise en service pour l'équipement le 17 juillet 2023) et le marquage de la requalification de 2016 (qui a été fait directement par Socotec avec accord de l'APAVE).

Le descriptif et les caractéristiques de l'équipement repris dans les rapports (fabricant, n°, date de fabrication, volume, PS..) sont conformes aux indications portées sur la plaque du réservoir sauf pour la pression de contrôle notée 22.88 bars sur la plaque et le rapport Socotec mais 24 bars dans le rapport Bureau Véritas.

Au niveau de l'organe de sécurité, l'exploitant dispose des rapports de tarage réalisés par la société Presto Controle. Un tarage est effectué tous les ans. La soupape porte une étiquette du fabricant (Autexier) du 13 juillet 2023 et une étiquette de Presto Control du 1er septembre 2023.

Pour les bonbonnes, l'exploitant dispose de 4 rapports de contrôle Bureau Véritas du 11 juillet 2022, sans observations. L'inspection note que l'exploitant a réalisé une déclaration de mise en

service pour les 4 équipements le 11 juillet 2023 (la mise en service réelle ayant été réalisée en 2015 avec l'installation des chaudières). Pour les bonbonnes n° 40819, 40821 et 40823, il y a également un rapport de requalification du 13 mars 2024.

Le descriptif et les caractéristiques des équipements repris dans les rapports (fabricant, n°, date de fabrication, volume, PS..) sont conformes aux indications portées sur la plaque de la bonbonne qui a été inspecté (n°40821).

Pour le récipient n°40821, la requalification périodique réalisée le 13 mars 2024 par l'organisme ASAP avait conclu à un refus de requalification au motif d'absence de documentation technique pour l'accessoire de sécurité. D'après l'exploitant, le vérificateur aurait indiqué que la soupape était de fabrication turque (fabricant ATEK d'après le rapport) et ne comportait pas de marquage CE.

Suite à ce refus, l'exploitant a procédé au remplacement des soupapes sur 3 des 4 bonbonnes le 28 mars 2024 (une des soupapes démontées, présentée à l'inspection porte la mention made in Italy et le marquage CE et a priori seule la soupape du n° 40821 était problématique et nécessitait un changement).

Un nouveau rapport de requalification de la société ASAP concluant à la requalification de la bonbonne n° 40821 a été transmis à l'inspection le 28 mai 2024.

Par courrier électronique du 13 mai 2024, l'exploitant précise que la quatrième bonbonne (n°40822), difficilement accessible, sera déplacée et requalifiée durant l'arrêt technique de cet été.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Vérification des échéances de la requalification périodique

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle documentaire – Requalification périodique

**Prescription contrôlée :**

I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :

- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;
- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;
- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;
- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;
- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;
- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.

Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la

requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.

**Constats :**

Pour le ballon d'air comprimé, l'équipement a été fabriqué en 2007 et mis en service la même année. L'exploitant ne dispose pas de DMS ou de CMS (une DMS a été réalisée le 17 juillet 2023 par téléprocédure). Il dispose toutefois d'un registre (papier) de suivi établi par l'APAVE qui indique au 20 décembre 2007 la déclaration de mise en service et le contrôle de mise en service.

La dernière requalification périodique a été réalisée le 13 juin 2016 (rapport du 16 novembre 2016). Un marquage a été réalisé sur l'équipement par Socotec (sous contrôle de l'APAVE) car il était manquant. La date indiquée est le 30 août 2016 (l'exploitant précise par courrier électronique du 28 mai 2024 que cela correspond à la date de la vérification des accessoires de sécurité par l'OH).

Pour les bonbonnes, la date de fabrication indiquée est 2013 mais l'exploitant précise que ces équipements ont été livrés et mis en service avec les chaudières en 2015. L'exploitant ne dispose pas de DMS ou de CMS (une DMS a été réalisée le 11 juillet 2023 par téléprocédure) mais il dispose pour chaque chaudière d'une déclaration de conformité de la société Vyncke du 23 décembre 2015 qui atteste de la conformité ESP.

Une requalification a été réalisée pour les bonbonnes n° 40819, 40821 et 40823 le 13 mars 2024. Pour la bonbonne n°40822 qui est difficilement accessible (derrière des conduits), elle sera déplacée et requalifiée cet été.

Pour l'équipement contrôlé n° 40821 une première requalification a été réalisée par la société ASAP le 13 mars 2024 et concluait à un refus de requalification pour absence de documentation de la soupape (soupape de fabrication turque non CE de marque ATEK d'après le rapport ASAP mais AIRTEK d'après le rapport Bureau Véritas). La soupape a été remplacée le 28 mars 2024 et un nouveau rapport de requalification sans non-conformité a été réalisé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Analyse du compte rendu de requalification périodique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle documentaire – Requalification périodique

**Prescription contrôlée :**

I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique.

Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.

II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.

III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés.

La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.

Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a



<p>valeur d'inspection de requalification périodique.</p> <p>L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>IV.-Il est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ;</li> <li>-dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour le ballon, l'exploitant présente le rapport de requalification du 16 novembre 2016 (intervention du 13 juin 2016).</p> <p>Pour la bonbonne n° 40821, l'exploitant présente lors de la visite une attestation de refus de requalification délivrée par l'organisme ASAP du 13 mars 2024. Les informations mentionnées dans le document sont cohérentes avec celles du rapport de contrôle périodique et les indications portées sur l'équipement.</p> <p>L'attestation concluait au refus de requalification pour cause de documentation insuffisante de la soupape de sécurité (d'après l'exploitant, l'expert aurait indiqué que cela était dû au fait que la soupape était de fabrication Turque sans marquage CE).</p> <p>Suite à ce refus de requalification, l'exploitant a fait changer la soupape le 28 mars 2024. Par courrier du 28 mai 2024, l'exploitant a transmis un nouveau rapport de requalification de la société ASAP (de la même date) qui conclut à la requalification de l'équipement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Contrôle de l'état de l'équipement

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection, le ballon et 2 des bonbonnes (dont la n° 40821) sont inspectées et les équipements ne présentent pas de défauts visibles et les informations portées sur les marquages sont cohérents avec les informations documentaires.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Contrôle des accessoires de sécurité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Adéquation des accessoires de sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement</p>



réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle.

A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.

**Constats :**

Les indications portées sur les soupapes du ballon et des bonbonnes inspectées correspondent aux données documentaires.

**Type de suites proposées :** Sans suite